



Adresse physique et postale
MTES/MCT
92 055 LA DÉFENSE CEDEX

Site : www.solidairesenvironnement.org
Contact courriel : solidairesenvironnement@i-carre.net
Téléphone : 01 40 81 66 86 ou 06 84 97 70 77

Gel budgétaire de l'Action Sociale : 536 K€, au moins

Compte rendu du Comité Central d'Action Sociale (CCAS)

du 13 juin 2017

SOLIDAIRES ENVIRONNEMENT, a participé à la deuxième réunion, du Comité Central d'Action Sociale (CCAS), de l'année 2017. Cette réunion printanière du CCAS est l'occasion, principalement, de valider les budgets de l'année écoulée et de faire un point d'étape sur les délégations de crédits.

L'ordre du jour portait sur les points suivants :

- 1) Approbation du procès verbal de la séance plénière du 14 mars 2017 ;
- 2) Point budgétaire: consommation au 30 avril 2017 et budget 2017 ;
- 4) Point d'information sur la rencontre nationale des président-e-s de CLAS en 2017 (organisation et programme) ;
- 5) Point d'information sur la formation des président-e-s de CLAS ;
- 6) Présentation de l'annuaire actualisé des présidents de CLAS.

Au travers des déclarations liminaires, et avant d'entamer les débats, les organisations syndicales ont, comme habituellement, interrogé l'administration sur les dossiers en cours.

Ainsi **SOLIDAIRES ENVIRONNEMENT** a déclaré :

« Monsieur le Président, monsieur le Directeur, mesdames et messieurs les membres du CCAS,

En ces temps d'euphorie électorale, propice à des réformes qui, selon **SOLIDAIRES ENVIRONNEMENT**, favoriseront plus les nantis que les petits (disparition de l'ISF, nouvelle loi travail, dégradation des retraites), nous saurons rester vigilant quand à l'évolution de la société en général mais aussi des statuts des fonctionnaires et agents de l'état

SOLIDAIRES ENVIRONNEMENT dénonce et dénoncera toute baisse des budgets de la Fonction publique en général et de l'Action Sociale en particulier. »

D'autres points ont été soulevés comme :

- Le test de fusion (suite au rapport de l'IGAS) de la restauration en Normandie :
Les agents d'un même collectif de travail mais dépendant de ministères différents auraient le même reste à charge. **SOLIDAIRES ENVIRONNEMENT** y est évidemment favorable mais reste vigilant sur les imputations budgétaires possibles et sur d'éventuelles augmentation des coûts des repas.
Réponse du DRH : « Nous ne connaissons pas toutes les particularités techniques de cet essai ».
- Les difficultés d'actions des présidents de CLAS (temps de décharges, moyens mis à disposition) :
Ils sont encore trop nombreux. Dans certains départements d'Outre Mer (Mayotte par exemple) la gestion budgétaire est compliquée. Une visioconférence avait été annoncée lors du CCAS de mars . Depuis toujours rien.
Réponse de l'administration: « Elle n'a pu avoir lieu par manque de personnel ».
Si besoin, **SOLIDAIRES ENVIRONNEMENT**, est prêt à aider l'administration pour cette rude tâche.
- Le référencement d'une mutuelle, que le nouveau DRH soutenait :
C'est toujours en stand-by. Le cahier des charges doit être rédigé pour l'automne. Les représentants des personnels ont demandé à pouvoir y participer.
Le DRH donne son accord de principe sur ce point. A suivre.
- Décroisement des agents de la Sécurité Routière :
Ils dépendent dorénavant du Ministère de l'Intérieur mais n'auront leurs conditions d'affectations qu'en septembre. Ils doivent se positionner d'ici la fin d'année. Pour **SOLIDAIRES ENVIRONNEMENT** le délai de réflexion est trop court et estime que les agents qui souhaiteraient rester dans leur ministère d'origine (Transports), puissent le faire, en sureffectif si besoin.
Réponse du DRH : Le délai ira jusqu'en avril mais il n'y aura pas de sureffectif. Les agents qui ne souhaitent pas aller au Ministère de l'intérieur devront postuler sur des postes vacants. Circulez y'a rien à voir.
Pour **SOLIDAIRES ENVIRONNEMENT**, cette réponse n'est pas recevable et fera en sorte que la situation des agents soit respectée.
- Trop-perçus sur les cotisations retraites des OPA (Ouvriers des Parcs et Ateliers) :
Ce problème date pour certains depuis 2002 et des sommes de 4000 ou 5000€ sont dues par l'administration. Lorsque l'on connaît la dextérité du Trésor Public pour récupérer les trop-payés aux agents, c'est indécent.
Réponse du DRH : « nous travaillons sur le sujet mais nous ne pouvons vous dire quand les agents seront remboursés ».
Pour **SOLIDAIRES ENVIRONNEMENT**, une telle réponse est intolérable et va suivre ce dossier, de près, afin qu'il aboutisse rapidement.

Sur tout ces points, notre DRH, qui réaffirme son intérêt pour l'Action Sociale, « avec les budgets dont il dispose », ne se montre pas très loquace et répond toujours de façon très politique. Il faut dire qu'entre deux tours des législatives, il vaut mieux faire attention à ce qu'on dit si on veut garder son poste.

La question d'un éventuel gel budgétaire a fini d'agacer les représentants des OS.

En effet, de nombreux présidents de CLAS ont reçu de leurs responsables budgétaires (RBOP) des informations leur précisant qu'ils ne pourraient pas bénéficier des budgets AS prévus initialement.

Le DRH a répondu que les arbitrages n'étaient pas encore fait mais qu'il pourrait nous les communiquer en début de semaine suivante.

Après une rupture de séance, il admet qu'il connaît la hauteur du gel « républicain », mais pas la répartition suivant les BOP (on les a reçus par mail en soirée). Ce sont 536 K€ qui disparaissent du budget de l'AS du ministère (+ 276K€ au titre de la médecine de prévention). Pour **SOLIDAIRES ENVIRONNEMENT** ce n'est peut être qu'un début. Le deuxième tour des législatives n'est pas encore passé

Si **SOLIDAIRES ENVIRONNEMENT** s'attendait à un gel budgétaire (d'où notre déclaration liminaire), la volonté de cacher l'information par le DRH est inacceptable et, à l'instar des autres organisations syndicales, a quitté la séance après avoir demandé un entretien, en intersyndicale, au près du ministre.

Suite au départ de l'ensemble des représentants des personnels et, à défaut de quorum, le président du CCAS a levé la séance à 11h30.

A siégé pour **SOLIDAIRES ENVIRONNEMENT** : Bernard CIREFICE

Si vous souhaitez plus d'information n'hésitez pas à le contacter: bc.as.gouv@free.fr